

Santé Protection Animale et Environnement
44 rue Alexandre Dumas
80094 Amiens Cedex 3
03 64 26 87 00
ddpp@somme.gouv.fr

AMIENS, le 08/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 29/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL DELOBEL

8 Grande Rue
80700 DAMERY

Références : DDPP80 2023 02479
LAR n° 1A 203 670 9375 0
Code AIOT : 0058000368

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2023 dans l'établissement EARL DELOBEL implanté 8 Grande Rue 80700 DAMERY. L'inspection a été annoncée le 05/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL DELOBEL
- 8 GRANDE RUE 80700 Damery
- Code AIOT : 0058000368
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

L'EARL DELOBEL exploite un élevage avicole sur le territoire de la commune de DAMERY. Elle dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 17 décembre 2012 pour un effectif de 63150 poules pondeuses en cages.

Le site comprend un poulailler et un hangar de stockage de fientes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- protection contre l'incendie, sécurité des installations électriques et techniques,
- respect des prescriptions de l'Arrêté Minsitériel de Prescriptions Générales en date du 27/12/2013 modifié et de l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation en date du 17/12/2012.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Une inspection a été réalisée le 30 novembre 2020. Cette inspection a mis en évidence une modification du plan d'épandage initialement autorisé. L'exploitant a transmis par courrier électronique en date du 26/02/2021 une convention de mise à disposition de terres non prévues dans le plan d'épandage autorisé (+ 189 ha).

Des analyses agronomiques ont également été transmises par courrier électronique en date du

21/06/2023. Ces analyses ne comportent pas de justification à la norme et ne permettent donc pas de s'assurer de la normalité des fientes lorsqu'elles sont vendues.

La note "déchets" du 27/04/2022 indique que " la Matière Fertilisante ou Support de Culture produite doit être homologuée (autorisation de mise sur le marché) ou conforme à une norme rendue d'application obligatoire, un cahier des charges approuvé par voie réglementaire, ou à un règlement européen : un plan d'épandage n'est pas acceptable pour les installations classées sous la rubrique 2170".

L'installation étant déclarée pour la rubrique 2170, la valorisation des effluents non normés sous couvert d'un plan d'épandage n'est plus possible. Les effluents ne répondant pas à la norme doivent être traités dans une installation disposant des autorisations nécessaire (méthanisation, compostage...).

La régularisation administrative de l'EARL DELOBEL au titre des installations classées devra comporter les nouvelles modalités de gestion des effluents d'élevage ne répondant pas à la norme.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Exploitant titulaire de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article 1.1	/	Mise en demeure, dépôt de dossier, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Signalisation	Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article Titre III article 2.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Auto surveillance du traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article Titre IX article 2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article Titre II article 3	/	Sans objet
3	Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article Titre III article 2	/	Sans objet
4	Protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article Titre III article 2.2.1	/	Sans objet
5	Protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article Titre III article 2.2.2	/	Sans objet
7	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article Titre IV article 2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est en bon état de fonctionnement malgré une présence importante de poussière dans les bâtiments. Une attention particulière doit être portée sur le nettoyage à l'intérieur du poulailler lors du vide sanitaire.

Le plan des installations au format A0 à l'entrée du site comportant les accès aux bâtiments, la localisation des organes de coupures, les dispositifs de sécurité, la nature et la quantité des produits présents et le nombre d'animaux présents est absent.

L'inspection réalisée a également mis en évidence le dépassement régulier de l'effectif autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/12/2012.

Les analyses agronomiques réalisées ne permettent pas de s'assurer de la normalisation des fientes lorsqu'elles sont vendues.

La régularisation administrative de l'EARL DELOBEL au titre des installations classées devra comporter les éléments relatifs à la gestion des effluents produits (justification de la conformité à une norme, voie de valorisation à défaut de normalisation) accompagné d'un DEXEL dans le cas d'une augmentation d'effectif projeté afin de justifier des capacités de stockage réglementaire des effluents d'élevage.

Dans le cas où l'exploitant se conforme à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/12/2012, l'exploitant transmet à la Préfecture de la Somme un engagement écrit de respect de l'effectif autorisé lors de la mise en place de la prochaine bande de poules pondeuses.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article 1.1
Thème(s) : Élevage, Effectif
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'EARL DELOBEL, dont le siège social est situé 8 grande rue à DAMERY (80700), est autorisé sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune précitée, un élevage de poules pondeuses d'une capacité maximale instantanée de 63 150 animaux-équivalents.
Constats : Factures: - Bons de livraison: - du 28/07/2014 : 63288 poulettes (+138 poulettes) - du 21/09/2015: 63300 poulettes (+ 150 poulettes) - du 21/11/2016 : 63757 poulettes (+ 607 poulettes) - du 23/06/2023 : 65 765 poulettes (+2615 poulettes) Certificat d'origine: - de 09/2017 : 64464 poulettes (+ 1314) L'EARL DELOBEL a une autorisation pour un élevage de poules pondeuses d'une capacité maximale de 63150 animaux-équivalents soit 63150 emplacements. Dépassement régulier de l'effectif autorisé fixé à 63 150 poules pondeuses.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article Titre II article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les haies et plantations déjà présente autour des bâtiments seront maintenues et entretenues régulièrement. Une haie arbustive constituée d'essences locales doit être implantée sur le site, dans un délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté, sur les parcelles cadastrées section ZI n°33 et 38. L'ensemble des installations et ses abords sont maintenus en bon état de propreté (peintures...) et entretenus en permanence. En particulier, les différents déchets seront évacués dans des circuits appropriés ou stocks afin de ne pas nuire aux voisinage. Les accès et voies de circulation au sein de l'installation sont suffisamment imperméabilisés pour éviter toute production de boue. les émissaires de rejet, les ouvrage de stockage (effluents ou aliments) et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).
Constats : Présence d'une haie mise en place le long du bâtiment d'élevage et de la route d'accès à l'installation. Les abords de l'installation sont maintenus propres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article Titre III article 2
Thème(s) : Élevage, Accès et circulation
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les voies de circulation et d'accès sont maintenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour permettre en particulier le passage des engins des services d'incendie.
Constats : Les voies de circulation et d'accès sont maintenues en bon état. Une attention particulière doit être portée au stationnement des véhicules sur le parking de l'installation afin de ne pas gêner l'accès à la réserve incendie au service de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article Titre III article 2.2.1
Thème(s) : Élevage, Protection contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs à l'entrée de chaque bâtiment, appropriés aux risques à combattre, notamment des extincteurs à CO2 à proximité des locaux électriques.
Constats : Présence de 2 extincteurs dans le sas et un extincteur à l'étage du poulailler. Vérification périodique des extincteurs en date du 24/11/2020. Facture d'achat d'extincteurs en date du 07/07/2023 transmis par courrier électronique à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article Titre III article 2.2.2
Thème(s) : Élevage, Protection contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: La protection externe contre l'incendie est assurée par un poteau d'incendie de 100 mm assurant un débit minimum de 60 m ³ /h, sous une pression dynamique de 1 bar, placé à moins de 200 m des bâtiments, accessible par des chemins praticables et situé à moins de 5 m au plus du bord de la chaussée. En cas d'impossibilité, la réserve d'eau, localisée sur la parcelle section cadastrale ZI n°32 entre 22 et 210 m des bâtiments d'élevage et leurs annexes, doit être conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951; elle doit notamment: <ul style="list-style-type: none">-disposer d'une capacité minimale de 120 m³, constante toute l'année;- être facilement accessible aux Sapeurs-Pompiers en se conformant aux dispositions de la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951 en s'assurant notamment que:<ul style="list-style-type: none">-la plate-forme d'utilisation offre une superficie de 32 m² (8m² x 4 m²) afin de permettre la mise en œuvre aisée des engins des Sapeurs-Pompiers et la manipulation du matériel. L'accès à cette plate-forme doit être assuré par une voie engin de 3 m de large, stationnement exclu;- le point d'eau soit accessible en toute circonstance, clôturé et muni d'un portillon d'accès;- la réserve soit signalée et curée périodiquement;- la hauteur d'aspiration soit inférieure à 6m. Aucun brûlage n'est autorisé sur site, notamment les déchets.
Constats : Présence d'une réserve incendie clôturée et suffisamment remplie au jour de l'inspection. Une attention particulière doit être portée concernant le stationnement des véhicules sur le parking de l'installation afin de ne pas obstruer l'accès des services de secours à l'air d'aspiration de la réserve incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Signalisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article Titre III article 2.2.3
Thème(s) : Élevage, Signalisations
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant doit disposer d'un plan de masse plastifié (format A0) à l'entrée de l'établissement, utilisable par les Sapeurs-pompiers, de l'ensemble du site. Ce plan comporte notamment les accès aux bâtiments, la localisation des organes de coupures, les dispositifs de sécurité, la nature et la quantité des produits présents, le nombre d'animaux présents. Les cuves de produits et les locaux à risques particuliers sont signalés (cuve de solution azotée, local de produits phytosanitaires...) avec des pictogrammes adaptés. Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. A l'intérieur de l'établissement est installé également une signalisation type plan d'évacuation (format A4). Doivent être affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment: - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (18), - le numéro d'appel de la gendarmerie (17), - le numéro d'appel du SAMU (15), - le d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile (112).
Constats : Absence de plan de masse plastifié au format A0 comportant notamment les accès aux bâtiments, la localisation des organes de coupures, les dispositifs de sécurité, la nature et la quantité des produits présents, le nombre d'animaux présents. Les vannes de barrage non observées. Signalisation type plan d'évacuation (format A4) et numéros d'appel d'urgence non observés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article Titre IV article 2.3
Thème(s) : Élevage, Installations techniques
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) sont réalisées et contrôlées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur. Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes réglementaires en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées aux moins tous les trois ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur des installations classées. Lorsque l'exploitant emploie du personnel, les installations électriques sont réalisées et contrôlées annuellement, conformément au décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail et à son arrêté d'application du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications.
Constats : Vérification des installations électriques en date du 16/06/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Auto surveillance du traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article Titre IX article 2.1
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: L'exploitant procède aux analyses suivantes, effectuées sur des échantillons représentatifs du produit par un laboratoire agréé:</p> <ul style="list-style-type: none"> - analyses trimestrielles (lorsque la fréquence n'est pas précisée par la norme) de chaque paramètre spécifique à la norme et déclaré sur l'étiquetage en cas de mise sur le marché; - analyses semestrielles (lorsque la fréquence n'est pas précisée par la norme) de la teneur en éléments suivants et lors de toute modification dans l'origine ou la nature des matières premières utilisées : <ul style="list-style-type: none"> - matières sèche; <p>arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, molybdène, nickel, plomb, sélénium, zinc;</p> <ul style="list-style-type: none"> - évaluation régulière (lorsqu'elles ne sont pas précisées par la norme) des risques qui peuvent résulter de la présence éventuelle de: <ul style="list-style-type: none"> - germes pathogènes pour l'homme et les animaux; - substances phytotoxiques pour les cultures.
Constats : Défaut de justification de conformité à la norme.
<p>Observations : Les analyses réalisées par l'exploitant ont été transmises à l'inspection par courrier électronique en date du 21 juin 2023.</p> <p>Analyses en date du :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 11/01/2022 : agronomique et traces métalliques, - 04/04/2022 : agronomique, - 27/09/2022: agronomique et traces métalliques, - 2/12/2022 : agronomique, - 27/03/2023 : agronomique et trace métalliques. <p>Défaut de réalisation des analyses de conformités à la norme (justification de conformité à la norme) permettant de s'assurer de la normalisation des fientes lorsqu'elles sont vendues.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Sécurité - incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : Les installations sont bien entretenues dans l'ensemble. Une quantité importante de poussières a été constatée dans le bâtiment d'élevage. Présence d'un plan de gestion des nuisibles. Des dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

